

Questions orales

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur, je ne suis pas de cet avis.

M. Hees: Attendez que Pierre apprenne ça.

M. Stanfield: J'ai une question supplémentaire. Peut-être le ministre pourrait-il nous donner une nouvelle date à laquelle nous pourrions espérer un rapport sur l'état de la question. Nous dirait-il également si, à son avis et de celui du gouvernement, un programme de modération collective permettrait beaucoup plus facilement au ministre des Finances d'encourager l'expansion de l'emploi au sein de l'économie?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant songe ici au principe économique traditionnel, classique, de l'équilibre entre l'inflation et le chômage ou l'emploi; je ne suis pas sûr que dans les circonstances ce principe s'applique forcément.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, pour plus de précision, j'aimerais demander au ministre des Finances si le gouvernement croit que la crainte d'attiser l'inflation, dans les circonstances actuelles, ne doit pas retenir le ministre de stimuler l'économie. Autrement dit, le ministre estime-t-il qu'il n'y a actuellement aucune raison de craindre d'accélérer l'inflation en tentant de développer l'économie?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, il est, à mon avis, important que toute politique économique arrêtée par le gouvernement et approuvée par le Parlement tienne compte non seulement de l'inflation, mais aussi des problèmes du ralentissement de la croissance et de la conservation de l'énergie, trois domaines...

M. Stanfield: Et le temps qu'il va faire?

M. Turner (Ottawa-Carleton): ... qui sont difficiles à concilier en économie. Je n'accepterais donc pas pour l'instant que le député insiste sur un seul de ces problèmes.

LA SITUATION DU CANADA PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS DE L'HÉMISPHERE OCCIDENTAL

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Selon la déclaration d'hier de M. Carl Beigie, l'un des sept économistes de profession qui conseillent le premier ministre, «la situation du Canada est à peu près aussi grave que celle de n'importe quel autre pays de l'hémisphère occidental», ce qui contraste étrangement avec les propos lénifiants que le premier ministre et le ministre des Finances ont tenus récemment. D'après eux, le Canada serait dans une meilleure situation que la plupart des pays du monde. Le ministre dirait-il à la Chambre s'il est satisfait de ce que, depuis trois ans qu'il détient ce portefeuille, le dollar canadien a subi une dévaluation de 46 p. 100 par rapport au franc suisse, et de 29 p. 100 par rapport au DM allemand? D'autre part, s'il prévoit une dévaluation additionnelle du dollar canadien, qu'a-t-il fait pour mettre un terme notamment à l'habitude du gouvernement de recourir à des mesures spéciales dans la planification des objectifs économiques à long terme, ce qui, de

[M. Stanfield.]

l'avis de M. Beigie, ne manquera pas d'affaiblir la position du Canada de par le monde?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député a bien fait de lire la déclaration jusqu'à la fin; cependant, sans accepter le ton de son préambule, je tiens à lui dire que si j'étais satisfait de la situation de notre économie, ma présence à la direction du ministère ne se justifierait plus.

Des voix: Venez du côté des conservateurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, je pose ma question supplémentaire au ministre des Finances. Nous n'aurons peut-être pas l'occasion de lui poser beaucoup d'autres questions supplémentaires.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Étant donné le brin de réclame tapageuse de la part du premier ministre et du ministre des Finances qui se vantaient il y a quelques semaines de ce que les autorités américaines ont suivi l'exemple du gouvernement libéral pour établir la politique économique américaine, et que le ministre déclare maintenant que notre position budgétaire de novembre se fondait sur l'hypothèse d'une économie américaine plus dynamique et que notre chômage est dû à...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ferai respectueusement remarquer au député qu'à mon sens, le préambule a dépassé la question. Le député pourrait-il poser sa question supplémentaire?

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, étant donné mon préambule, le ministre peut-il nous dire s'il a prévenu récemment les autorités américaines que si elles continuent à suivre notre exemple elles feraient mieux de savoir que notre position se fondait sur l'hypothèse d'une meilleure activité économique aux États-Unis, et que dans le cas contraire, nous serons peut-être appelés à modifier notre politique, quoique nous n'ayons pas l'intention de le faire avant de voir jusqu'où les mèneront leurs politiques économiques?

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Winnipeg-Nord.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA DÉLIVRANCE D'UN VISA D'IMMIGRATION À LA FAMILLE VALENTYN MOROZ

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement a-t-il considéré l'objet de la motion concernant Valentyn Moroz que j'ai présentée au début de l'après-midi et dont j'avais donné avis au premier ministre il y a presque deux semaines. Des représentants d'un grand nombre de régions du Canada m'ont demandé de présenter cette motion.